GENÈVE

Année XXVII. N° 784 30 Novembre

LE REVEIL ANARCHISTE

LE REVEIL, rue des Savoises, 6, GENEVE
Compte de chèques :
Le Réveil, I. 4662, Genève

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes...

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

L'affaire Peretti

Enfin, une semaine seulement avant le jour du jugement, nous connaissons sommairement l'accusation portée contre Peretti et ses co-accusés. Une justice s'entourant pendant plus de six mois du mystère le plus profond, pour juger ensuite à la hâte en un tour de main, paraitra bien suspecte même aux moins prévenus contre elle. Mais voici la dépêche parue dans les quotidiens :

Rome, 23 novembre. — Suivant les journaux, trois autres inculpés comparaîtraient avec Peretti devant le tribunal pour la défense de l'Etat, le 30 novembre. Ce sont Pietro Costa, Giuseppe Cimoso et Umberto Biscardo, accusés d'avoir, avec le nommé Angelo Rognoni, en fuite, cherché à reconstituer à Milan, à Verone et dans les localités voisines, le parti communiste dissous par les autorités et d'avoir fait de la propagande en utilisant les subsides du Secours rouge jusqu'en mai 1929.

Peretti est accusé de s'être rendu à plusieurs reprises de Suisse à Milan, apportant toujours des sommes d'argent devant être remises à l'un des accusés, Pietro Costa, pour réaliser des buts politiques.

D'emblée, tout cela se révèle contradictoire et faux. Il n'avait été question jusqu'ici que d'anarchistes ou, pour mieux dire, d'anciens anarchistes, car en Italie le simple fait d'affirmer être d'une opinion autre que celle fasciste est un délit.

Il est hors de doute que les quatre co-accusés de Peretti ne sont pas des communistes, autrement toute la presse bolcheviste en aurait déjà parlé depuis longtemps. Ils n'ont donc pu chercher à constituer un parti qui n'a jamais été le leur. Ils n'ont pu non plus vouloir reconstituer l'Union Anarchiste Italienne, qui s'est dissoute d'elle-même avant le décret de dissolution.

Tout d'abord les divergences entre anarchistes italiens ont toujours été très grandes au sujet d'une organisation, d'aucuns la condamnant avec véhémence. Mais en tout cas l'opinion générale était qu'une réaction sévissant, sans la moindre possibilité de propagande ouverte et colective, il ne restait plus que l'action individuelle ou tout au plus l'entente entre quelques intimes et voisins. Parler de la tentative de reconstitution d'un parti est donc contradictoire et faux, nous le répétons. D'autre part, personne n'ignore que le Secours Rouge est une organisation bolcheviste qui, certes, n'aurait pas fourni des fonds pour créer une union antibolcheviste par définition, combattant la dictature de Rome, mais aussi celle de Moscou.

Les quatre anciens anarchistes vont donc être condamnés, comme c'est l'habitude constante du Tribunal spécial pour des faits remontant à une époque à laquelle ils ne constituaient pas encore un délit. D'ailleurs, si les fameuses tentatives « à Milan, à Verone et dans les localités voisines » s'étaient réellement produites, les personnes qui en auraient été l'objet se trouveraient aussi au banc des accusés, ne fût-ce que pour n'avoir pas dénoncé la chose. Ce ne sont donc que des tentatives *suposées* par la police à la suite de quelques promenades ou voyages personnels des quatre Milanais.

Il y a donc eu la fabrication à tout prix d'un complot de plus, permettant de prononcer des peines féroces de réclusion.

Quant à Peretti, il ne serait donc accusé que d'avoir remis de l'argent à Costa et cela « pour réaliser des buts politiques ».

Cette accusation est encore plus fausse que les précédentes. Tout d'abord, Peretti n'a jamais reçu du Secours Rouge, ni avant ni après son arrestation, le moindre argent ou secours. Ensuite, il ne s'est sans doute pas préoccupé de buts politiques, n'apartenant depuis une dizaine d'années à aucun groupement. Chacun le connaît et l'estime pour sa générosité et sa bonté. Toujours prêt à faire œuvre de solidarité, à se dépenser pour les autres, est-ce à cela que se ramènerait son délit? Ruraitil fait, en somme, œuvre de Croix-Rouge ?

Même en période de guerre, alors que la pire bestialité est déchaînée il y a une institution, la Croix-Rouge, pour secourir les non combattants les prisonniers et les blessés. C'est un minuscule remède à un mal immense, mais il n'en représente pas moins dans les ténèbres de la mort un soupirail ouvert à la lumière de la vie.

La Suisse s'enorgueillit que l'un des siens, le Genevois Dunant, ait été le fondateur de la Croix-Rouge, considérée chez nous comme une gloire nationale. Accepterons-nous de voir déclaré délit en temps de paix ce qui ne l'est pas même en temps de guerre? Car l'accusation portée contre Peretti, en admettant même qu'ele soit fondée — et nous faisons toutes réserves avant les déclarations de l'intéressé luimême — consisterait à avoir cherché d'alléger des souffrances, ce que nulle personne de cœur et de conscience voudra jamais confondre avec des buts politiques.

Peretti est innocent, à moins de vouloir invertir l'idée d'aide aux faibles qui est à la base de la morale universelle.

La piraterie de la paix

La revue *Europe* du 15 novembre 1929 a publié sous le titre « La Piraterie de la paix » un article de Romain Rolland qu'il faudrait reproduire en entier.

Je ne songeais pas, dit R. Rolland,*au temps où je flagellais la guerre, que j'aurais un jour à souffleter la paix — la paix menteuse et pestilente. Mais le souffle qu'exhale celle qui est en train de mûrir est d'une telle puanteur qu'elle menace d'empoisonner l'Europe. Barrons le chemin à ce choléra, que nous préparent les tueurs de peuples — la Sainte-Alliance militaire franco-allemande des grands capitaines d'industrie.*

Rolland s'étonne d'avoir à souffleter la paix et pourtant s'il avait réfléchi, si, tous, nous avions réfléchi et bien remarqué que c'étaient les mêmes individus criminels et inhumains qui façonnaient la paix après avoir façonné la guerre, nous comprendrions sans peine qu'ils rêvent uniquement l'écrasement et le servage de tous sauf d'eux-mêmes et de leur domestiques (ce terme en dit long).

Et, d'après l'hebdomadaire *La Lumière*, des 12 et 26 octobre, R. Rolland résume la dangereuse situation. Deux associations *secrètes* militaires allemandes, le Casque d'acier *(Stahlhelm)* et le *Jungde (Jungdeutscher Orden)* sont stipendiées par les grosses industries du Reich, la première par l'industrie du fer et les industries chimiques, le Jungde par l'industrie de la potasse (les frères Rechberg). Entre elles, des luttes âpres et sourdes. Arnold Rechberg a deux idées fixes: la lutte à mort contre le bolchevisme et l'alliance militaire avec la France. Après des pourparlers à Paris et à Berlin, il s'agissait de la création d'une armée franco-allemande de 800,000 hommes. La Pologne et la Belgique seraient incorporées d'office dans la grande armée et l'on ne refuserait pas le concours de l'Angleterre.

Contre qui cette monstrueuse machine? D'abord contre la Russie. Mais ensuite?

Pendant que républicains, socialistes, hommes de gauche palabrent, leurs adversaires s'arment.

Et ce sont les messieurs de droite, dit R. Rolland, *les conservateurs, les gens du sac, les gens du sabre qui, lorsque l'intérêt le leur conseille, jettent par-dessus bord la vieille patrie et vous fabriquent, en un tour de main, l'Internationale du capital et de la guerre. Et cette Internationale des bien-pensants sera demain la Sainte-Alliance pour l'écrasement de toutes les libertés.*

Rolland termine par un appel à l'opinion, « la seule force qui ne soit pas encore aujourd'hui totalement asservie à l'argent — qui peut l'être demain — qui n'est point morte encore mais qui dort ». Eveillons- la.

Quelques considérations sur le régime de la propriété après la révolution

Nos adversaires défenseurs et bénéficiaires du présent système social, justifient d'ordinaire le droit de propriété privée en disant que la propriété est condition et garantie de liberté. Et nous sommes d'accord avec eux. Ne disons-nous pas constamment que qui est pauvre est esclave?

Mais alors pourquoi somme-nous adversaires ?

Ce pourquoi est clair: c'est qu'en réalité la propriété qu'ils défendent est la propriété capitaliste, celle qui permet de vivre sur le travail d'autrui, qui suppose, par conséquent, une classe de déshérités, de sans-propriété contraints à vendre leur travail aux propriétaires pour un prix inférieur à sa valeur.

En effet, aujourd'hui, dans tous les pays du monde, la majeure partie de la population doit, pour vivre, mendier du travail à ceux qui monopolisent le sol et les instruments et ce travail, quand il est obtenu, est compensé par un salaire toujours inférieur à ce qu'il a produit et souvent à peine suffisant pour que les trvailleurs ne meurent pas de faim. Voilà ce qui constitue une sorte d'esclavage qui peut être plus ou moins dur, mais qui signifie toujours infériorité sociale, privations matérielles et dégradation morale et voilà la cause fondamentale de tous les maux de l'organisation sociale actuelle.

Pour que tous soient libres, pour que chacun puisse atteindre son maximum de développement physique et moral, et jouir de tous les biens que nature et travail peuvent donner, il faut que tous soient propriétaires, c'est-à-dire que tous aient droit à ce qu'il faut de terre, de matières premières et d'instruments de travail pour produire sans la nécessité d'être exploités et opprimés. Et puisqu'il n'y a pas à espérer que la classe propriétaire renonce spontanément aux privilèges usurpés, il faut que les travailleurs l'exproprient et que tout devienne la propriété de tous.

Nous devons tendre de tout notre effort à ce que tel soit le but de la prochaine révolu-

tion. Mais comme la vie sociale n'admet pas d'interruption, il faut penser aux moyens d'utiliser les biens devenus communs et d'assurer à tous les membres de la société la jouissance de droits égaux.

Le régime de la propriété sera donc le problème qui s'imposera au moment même où l'on procédera à l'expropriation.

Naturellement on ne peut pas prétendre, ni même espérer, que l'on passe d'un coup du système actuel à d'autres systèmes parfaits et définitifs. Au moment de la révolution, quand il importera surtout d'agir vite et de satisfaire immédiatement les besoins essentiels, on fera comme on pourra selon les volontés des intéressés et les conditions de fait que ces volontés déterminent et limitent. Mais il faut dès le principe avoir une idée nette de ce que l'on veut finalement réaliser pour diriger fermement les choses vers ce but.

La propriété doit-elle être individuelle ou collective? La collectivité propriétaire de biens indivis sera-t-elle le groupe local, le groupe corporatif, le groupe d'idéal commun, le groupe familial ou comprendra-t-elle en bloc les membres de toute une nation puis de toute l'humanité ?

Quelles formes prendront la production et l'échange? Aurons-nous le *communisme* (production associée et libre consommation à tous), le *collectivisme* (production en commun et répartition des produits selon le travail de chacun), l'*individualisme* (à chacun possession individuelle des moyens de production et jouissance du produit intégral du propre travail) ou quelque autre forme composite que pourra suggérer l'intérêt individuel et l'instinct social éclairés par l'expérience?

Il est probable que tous les modes possibles de possession et d'utilisation des moyens de production et tous les modes de répartition des produits seront simultanément expérimentés soit dans une même ville, soit dans diverses localités et qu'ils s'entrecroiseront et se tempèreront de manières diverses jusqu'à ce que la pratique ait enseigné quelle est la forme, ou les formes préférables.

Cependant comme je l'ai déjà dit, la nécessité de ne pas interrompre la production et l'impossibilité de suspendre la consommation des choses indispensables feront que en même temps que l'on procédera à l'expropriation on prendra les accords indispensables à la continuation de la vie sociale.

On fera comme on pourra et pourvu que l'on ne laisse pas se constituer et se consolider de nouveaux privilèges on aura le temps de chercher les voies les meilleures.

—o—

Mais quelle solution me semble la meilleure et de laquelle faut-il se rapprocher? Je me dis communiste, parce que le communisme me semble l'idéal dont l'humanité s'approchera à mesure que croîtra l'amour entre les hommes et que l'abondance des produits fera disparaître la crainte de la faim et ainsi détruira le principal obstacle à la fraternité. Mais vraiment, plus que les formes pratiques d'organisation économique qui doivent de toute nécessité s'adapter aux circonstances et seront toujours en évolution, l'important c'est l'esprit qui anime cette organisation et la méthode par laquelle on y arrive; l'important c'est qu'elle soit guidée par l'esprit de justice et par le désir du bien de tous et qu'on y arrive toujours librement et volontairement. Si vraiment il y a liberté et esprit de fraternité, toutes les formes concourent au même but d'émancipation, d'élévation humaine et finissant par se concilier et se confondre. Au contraire, s'il n'y a ni liberté, ni désir du bien général, toute forme d'organisation peut engendrer l'injustice ,l'exploitation et le despotisme.

—o—

Donnons un coup d'œil aux principaux systèmes proposés pour résoudre la question.

Deux systèmes économiques se disputent la prépondérance parmi les anarchistes: l'*individualisme* (je parle ici de l'individualisme en tant que mode de répartition de la richesse sans m'embarrasser de subtilités philosophiques ici sans intérêt) et le *communisme*.

Le *collectivisme* dont on ne parle plus guère aujourd'hui est un système intermédiaire qui réunit qualités et défauts des deux systèmes cités et qui peut-être, justement parce qu'il est intermédiaire, sera largement appliqué, au moins durant la période de transition entre l'ancienne et la nouvelle société. Mais je n'en parlerai pas spécialement parce qu'on peut lui appliquer les objections que soulèvent et le communisme et l'individualisme.

L'individualisme complet consisterait à partager entre tous la terre et les autres richesses en parties à peu près égales ou équivalentes en sorte que tous les hommes au début de la vie fussent pourvus de moyens égaux et que chacun pût s'élever aussi haut que le lui permettent ses facultés et son activité. Pour que cette égalité au point de départ fût maintenue, il faudrait dans l'avenir abolir l'héritage et procéder périodiquement à de nouveaux partages s'accordant aux variations du chiffre de la population. Il est évident que ce régime serait antiéconomique et ne s'adapterait pas à la meilleure utilisation des richesses. De plus, en supposant qu'il soit applicable à de petites communautés primitives de caractère agraire, il serait certainement impossible dans une vaste collectivité et dans une civilisation évoluée vers la forme agrario-industrielle où une part considérable de la population ne met pas directement en œuvre la terre et les instruments de travail pour produire les biens matériels, mais exerce son activité dans des services nécessaires ou utiles à tous.

D'autre part, comment faire un partage équitable, même à peu près équitable, de la terre lorsque la valeur des diverses parcelles diffère si totalement quant à la fertilité, à la salubrité, à la situation? Et comment faire le partage des grands organismes industriels qui ne fonctionnent que par l'œuvre simultanée d'un grand nombre de travailleurs? Et puis comment établir la valeur des choses et pratiquer l'échange sans retomber dans les maux de la concurrence et de l'accaparement ?

Il est vrai que les progrès de la chimie et de l'art des ingénieurs tendent à égaliser la productivité et la salubrité de toutes les terres; que le dévelopement des moyens de transport, l'automobile, l'aréonautique finiront par rendre également avantageuses toutes situations, que le moteur électrique décentralise l'industrie et rend le travail à la machine possible à l'individu isolé et aux petits groupes; que la science pourra découvrir ou fabriquer partout les matières premières nécessaires au travail. Qund ces progrès et quelques autres seront réalisés la facilité et l'abondance de la production ne laisseront pas à la question économique la prépondérance qu'elle a aujourd'hui et la fraternité mieux sentie rendra inutiles et antipathiques les minutieux calculs sur ce qui revient à l'un et à l'autre, alors le communisme se substituera automatiquement, presque insensiblement à l'individualisme pour le plus grand avantage, la plus grande liberté effective et la plus grande satisfaction de tous les individus. Mais ces choses-là sont pour un avenir plus ou moins lointain, tandis qu'ici il s'agit d'aujourd'hui et des plus proches lendemains. Or, aujourd'hui, une organisation sociale fondée sur l'appropriation individuelle des moyens de production, maintenant et créant des antagonismes, des rivalités entre les producteurs et des conflits d'intérêt entre producteurs et consommateurs, serait toujours menacée du possible avènement d'une autorité, d'un gouvernement qui rétablirait les privilèges abolis. De toute façon elle ne peut subsister même provisoirement, qu'à la condition d'être tempérée par des associations et des coopératives volontaires de touets sortes. Le dilemme devant lequel se trouvera la révolution reste toujours ou de s'organiser volontairement à l'avantage de tous ou d'être organisés de force par un gouvernement à l'avantage d'une classe dominante.

—o—

Parlons maintenant du communisme.

A ne considérer que la théorie, le communisme apparaît comme un système idéal, il substituerait dans les rapports la solidarité à la lutte, il utiliserait de la meilleure manière les engrais de la nature et le travail de l'homme, il ferait de l'humanité une grande famille de frères appliqués à s'aider et à s'aimer.

Mais est-il actuellement possible, dans les conditions morales et matérielles actuelles de l'humanité et si oui dans quelles limites?

Le communisme universel, c'est-à-dire une communauté unique entre tous les êtres humains est une aspiration idéale, un mode vers lequel il faut tendre mais il ne pourrait certainement pas être maintenant une forme concrète d'organisation économique. Ceci s'applique à notre temps et probablement aux époques qui nous suivront: quant à un plus lointain avenir, c'est aux races futures d'y penser.

Pour le moment on ne peut considérer qu'une multiplicité de communautés formées entre peuples voisins ayant entre eux des affinités et dont les rapports seraient de genres variés, soit communistes, soit commerciaux et même dans ces limites se pose toujours le problème d'un antagonisme possible entre communisme et liberté. Aussi, sans contester le sentiment qui, favorisé par l'évolution économique ,pousse les hommes vers la fraternité, vers une solidarité consciente et voulue, et qui nous conduira à initier et à pratiquer le plus de communisme possible je crois que, pour l'instant, le communisme intégral serait aussi antilibertaire et impossible, surtout appliqué à un vaste territoire, que serait antiéconomique et impossible l'individualisme intégral.

Pour organiser en grand une société communiste, il faudrait transformer radicalement toute la vie économique: modes de production, d'échange, de consommation et ceci ne pourrait se faire que graduellement, à mesure que les circonstances le permettraient et que la masse en comprendrait les avantages et saurait y pourvoir d'elle-même. Si au contraire on voulait, et que l'on pût, faire d'un coup cette transformation par la volonté et l'autorité d'un parti, les masses habiuées à obéir et à servir accepteraient le nouveau mode de vie comme une nouvelle forme imposée par un nouveau gouvernement et attendraient qu'un pouvoir suprême imposât à chacun le mode de production et réglât la consommation. Et le nouveau pouvoir ne sachant et ne pouvant satisfaire à des besoins immensément variés et souvent contradictoires et ne voulant pas se reconnaître inutile en laissant les intéressés agir à leur guise et au mieux, reconstituerait un Etat fondé comme ils le sont tous, sur la force militaire et policière, Etat qui, s'il réussissait à durer, ne ferait que substituer aux anciens maîtres de nouveaux maîtres plus faméliques.

Sous le prétexte et peut-être avec l'honnête et sincère intention de régénérer le monde, par un nouvel évangile, on voudrait imposer à tous une règle unique, on supprimerait toute liberté on rendrait impossible toute libre initiative et pour conséquences on aurait la paralysie de la production, le commerce clandestin ou en fraude, la tyrannie de la bureaucratie, la misère générale et finalement le retour plus ou moins complet à ces conditions d'oppression et d'exploitation que la révolution entendait abolir.

L'expérience russe ne doit pas avoir été traversée en vain.

—o—

En conclusion, il me semble qu'aucun système ne peut être vital et libérer réellement l'humanité de l'antique esclavage s'il n'est le fruit d'une libre évolution. En tant qu'elles sont des groupes d'hommes libres unis pour la vie en commun et coopérant au plus grand bien de tous et non pas des agglomérations maintenues par la superstition religieuse et par la force brutale, les sociétés humaines ne peuvent pas être la création artificielle d'un homme ou d'une secte. Elles doivent être le résultat du concours ou de l'opposition des besoins et des volontés de tous leurs membres, qui à force d'essais trouvent les institutions qui sont à un moment donné les meilleures possibles, les développent et les transforment à mesure que se transforment les circonstances et les volontés.

On peut donc préférer ou le communisme ou l'individualisme, ou le collectivisme ou tout autre système imaginable, et travailler par la propagande et par l'exemple au triomphe de ses propres aspirations, mais il faut bien se garder, sous peine d'un désastre certain, de prétendre que notre propre système soit le système unique et infaillible bon pour tous les hommes en tous lieux, en tous temps et que nous ayons le droit à le faire triompher autrement que par la persuasion qui vient de l'évidence des faits.

L'important, l'indispensable, le point d'où il faut partir, c'est d'assurer à tous les moyens d'être libres.

Le gouvernement, là pour la défense des

propriétaires, une fois abattu ou, de quelque manière que ce soit, rendu impuissant, ce sera l'affaire de tout le peuple et plus spécialement de ceux qui parmi le peuple ont esprit d'initiative et capacité d'organisation de pourvoir à la satisfaction des besoins immédiats, de préparer l'avenir en détruisant les privilèges et les institutions nocives tout en faisant fonctionner à l'avantage de tous les institutions utiles aujourd'hui exclusivement ou principalement réservées au bien des classes dirigeantes.

Aux anarchistes spécialement la mission d'être vigilants gardiens de la liberté contre les aspirants au pouvoir, contre la tyrannie possible des majorités.

Errico MALATESTA.

Aucun député..

Voilà donc un nouveau ministère en France. Il concrétise un peu plus clairement que les autres l'ascension au pouvoir des gros industriels, des gros financiers, des appétits réactionnaires.

Il faut remarquer toutefois — car ceci est la preuve formelle de l'avance des idées réformatrices, des idées socialistes, des idées dites de gauche sur les idées conservatrices ou réactionnaires de droite — que cette réunion d'hommes de droite n'a été possible que parce qu'ils se disent hommes de gauche. Hypocrisie qui constitue un hommage à la force des idées socialistes.

Il faut remarquer aussi qu'aucun député ne s'est élevé contre la malhonnêteté prouvée du président du conseil André Tardieu. Trois bonnes semaines avant qu'il forme son ministère, un professeur agrégé de l'Université de Paris, Félicien Challaye, homme d'une réputation intacte et parfaitement désintéressée, a publié dans la *Révolution prolétarienne*, organe de l'opposition communiste syndicale en France, une étude sur cet homme politique. Il en ressort nettement que Tardieu a usé de ses mandats politiques pour des fins économiques personnelles et particulières. Un député uniquement soucieux du bien du pays et du bon renom de la France, n'eût-il pas dit: « Un homme honorable M. Challaye, a publié un document duquel il semble résulter que M. Tardieu est un malhonnête homme. Ou bien M. Challaye a raison et M. Tardieu est indigne de représenter la France ou bien M. Challaye l'a calomnié et M. Chalaye doit être poursuivi devant les tribunaux. » Aucun député n'a tenu ce langage.

A. M.

Fascisme suisse

Le jeudi 14 courant, m'étant rendu à Porrentruy pour y doner une conférence privée, à ma grande stupéfaction je lisais dans *Le Pays*, feuille locale du même jour, les lignes suivantes.

On nous écrit:

Une conférence annoncée par convocations individuelles serait, paraît-il, donnée ce soir au Café du Soleil par l'anarchiste Bertoni. Il s'agit d'une réunion privée, soit, mais, pour le cas où la chose s'avèrerait exacte, on me permettra bien de dire que l'intervention oratoire de Bertoni dans notre ville ne peut avoir qu'un mauvais résultat en ce sens qu'il s'agit d'un agitateur dont l'objectivité est le moindre des soucis. X.

(Réd.) Nous estimons également que les palabres de Bertoni, même données en société close, sont pour le moins inopportunes. Il nous semble bon de rappeler que cet individu fut la cause ,il ya un peu plus de 25 ans, d'un grave conflit entre l'Italie et la Suisse à propos de l'apologie de l'attentat qui coûta la vie au roi Humbert à Monza. Dans son organe Le Réveil, *Bertoni glorifiait ce crime et son auteur.*

Cet épisode fixe sa mentalité. Depuis quelques années l'agitateur ne faisait plus guère parler de lui. Il paraîtrait qu'en notre ville il n'est pas oublié. Si c'est vraiment le cas, l'opinion le regrettera.

Il y a des idividus qui ont vraiment perdu toute pudeur. D'abord, le correspondant X qui aurait bien pu signer de son nom. Voyons, l'intervention de la police étant invoquée d'une façon mal déguisée par ce bien-pensant, il n'avait nulle raison de se cacher, à moins d'être un traître et un lâche.

Quant à la rédaction du *Pays*, distillant à son tour son fiel sur mon compte, je me suis d'abord rappelé que ce journal ayant voulu se faire représenter au Tir fédéral à Bellinzone par le sieur Emilio Colombi (personnage dont nous parlons dans un autre article de ce numéro) la carte de journaliste lui avait été refusée par le conseiler d'Etat libéral Mazza, qui le déclara ouvertement indigne d'appartenir à la presse. J'ai voulu ensuite me rendre compte de l'objectivité et de l'opportunité propres au *Pays* lui-même et je fus immédiatement édifié par l'article de fond.

Figurez-vous que cela est intitulé: « Une expérience italienne — La valeur morale et les dirigeants ». Et tout au long de deux colonnes, M. E. Juillerat y fait l'apologie de Mussolini, comme l'homme qui a songé enfin à moraliser l'Etat. Car, dit-il, *certaines des mesures envisagées par lui s'inspirent d'un louable souci de propreté, de grandeur morale et d'un courage que l'on n'ose pas toujours assumer dans les démocraties.*

Je comprends maintenant que ce monsieur, avec son correspondant X ne me trouve pas objectif. Faut-il tout de même une mauvaise foi révoltante pour écrire les lignes ci-dessus. Mussolini, l'homme à la matraque, à l'huile de ricin, le mandant d'assassins, d'incendiaires, de pillards, le cynique personnage s'étant vanté de piétiner le cadavre de la liberté, de faire litière de ses ennemis, promu par *Le Pays* grand moraliste !

Les journaux ont publié dernièrement une photographie représentant Mussolini en face des chemises noires qui ont dégaîné leur poignard et le lèvent pour le saluer. Et voici le discours tenu par le dictateur:

Les vociférations viles et perfides de ces quelques individus que nous avons eu le tort de ne pas coller au mur devant nos pelotons d'exécution en octobre 1922, quel pouvoir ont-elles encore? (Les miliciens crient: *Mort aux émigrés!) Il arriva alors que nos ennemis se dispersèrent ou se rendirent à discrétion. Mais tandis que les autres révolutions accusent les symptômes de l'incertitude et de la sénilité, la Révolution fasciste après sept ans a encore le courage de planter le plomb rationalisé de ses mousquetons dans le dos des traîtres à la Patrie!)* Allusion à l'exécution de Vladimir Gortan qui, étant Slovène, ne pouvait certes pas trahir la patrie italienne).

Chemises noires, il y a un engin, un instrument qui vous était très sympathique, et vous avez peut-être déjà compris ce que je veux dire. (La foule crie: *Le gourdin! le gourdin!) Il y a de la poussière là-dessus qu'il suffira d'épousseter un peu; mais aujourd'hui, à côté de cet instrument de vos batailles, du passé, vous avez en plus fusils, mousquetons et mitrailleuses, armes pour combattre les plus grandes batailles.* (Les miliciens crient: *Nous saurons les employer!)*

Voilà donc la dernière leçon de morale donnée par sieur Mussolini, et alors savourez cette conclusion objective et opportune du rédacteur du *Pays:*

La grandeur de l'Italie dépend de mœurs sévères et dignes. Voilà une des claires conceptions de l'homme prodigieux conduisant ce pays à sa guise. Cette vérité est évidente aussi pour tout pays et toute société, tout parti qui veulent remplir le rôle de conducteurs. S'ils l'ignorent et laissent entrer l'indiscipline et la déliquescence, c'est à l'abîme qu'ils marchent. Ils causent en cela un tort irréparable à la colectivité, car ils l'exposent à de terribles cataclysmes sociaux.

Il ne reste donc plus qu'à imiter Mussolini pour éviter les cataclysmes sociaux ! Voir en effet l'état de prospérité et d'ordre où se trouve la péninsule. Mais si le proverbe italien dit: L'ordre c'est le pain et le désordre c'est la faim! — tel de nos journalistes objectifs pourrait bien penser le contraire.

Boycottons „La Suisse"

journal fasciste

Livres de guerre

La liste des livres de guerre s'allonge tous les jours. Le succès des uns suscite la naissance des autre. Beaucoup, hélas ! — malgré la réclame éhontée des éditeurs — n'ont qu'une très médiocre valeur.

Nous avons plaisir à signaler aujourd'hui la rééditoin d'un livre paru dès la fin des hostilités et qui a pour auteur un jeune pâtissier de Belfort, René Naegelen. Dans *Les Suppliciés*, Naegelen raconte tout bonement l'histoire de son escouade. Elle est simple, parfois presque banale, mais la langue claire, fraîche sonore de l'auteur et surtout sa tendre sentimentalité, sa véracité, la générosité de ses sentiments, en font une des meilleures œuvres parues à ce jour. *Les Suppliciés* n'ont pas la puissance de *A l'Ouest rien de nouveau.* Naegelen n'a pas le talent, presque hors de pair, de Dorgelès avec ses *Croix de bois* ou de Duhamel avec sa *Vie des Martyrs*, son livre n'en est pas moins un des meilleurs écrits sur la guerre et contre la guerre.

Comme les autres auteurs-combattants, il a connu les ordres stupides du commandement, les ordres inexécutables parce que donnés de loin et sans s'être rendu compte du terrain et des obstacles et il a montré les résastres qui en résultaient. Comme les autres auteurs-combattants, il a noté les défauts de signalisation qui faisaient tuer les Français par d'autres Français. Il redit ses horribles visions, les « pieds qui s'enfoncent dans des chairs flasques » qui « écrasent des visages »; « l'air, empesté d'une innommable odeur de viande pourrie », « un crâne scié en deux, vide de cervelle »; la misère des soldats dans des abris qui, parfois, défient les gros obus, mais où « l'eau qui suinte l'urine, les excréments constituent cette boue ignoble dans laquelle ils pataugent et dans laquelle, peut être, résignés ils se coucheront tout à l'heure ». Et puis « les rats. Sous les capotes déteintes des morts, on voit des rats s'enfuir, des rats énormes, gras de chair humaine. L'homme montrait sa tête grimaçante, vide de chair: le crâne à nu, les yeux mangés, leur dentier avait glissé sur la chemise pourrie et de la bouche béante, édentée, une bête immonde avait sauté ».

Comme Barbusse, il a connu « l'eau glacée où pataugent les fantassins », le « visage tourmenté par la boue séchée, les mains emprisonnées d'une gaine gluante ». « Le ciel immuable déverse ses cataractes. Jacques demeure là, grelottant frileusement. L'eau coule de ses doigts en minces filets. Il sent monter de ses entrailles ,irrésistiblement, un chagrin d'enfant désarmé. Et l'on ne sait plus si c'est la pluie ou bien des larmes qui ruissellent sans fin sur son visage émacié. Les hommes étaient tellement faibles et la boue chargeait tellement leurs effets que certains coupèrent délibérément les pans de leurs capotes. Les poilus vécurent ainsi quarante-huit heures encore, sans abri, de l'eau jusqu'à mi-jambe. Ceux qui ne furent pas évacués pour pieds gelés s'évadèrent de la tranchée. Les Allemands en firent autant. Un accord tacite s'établi ainsi que les officiers voulurent ignorer ».

Naegelen put, la geurre terminée, signaler cette « fraternité des combattants ennemis » que les censeurs de l'arrière coupaient impitoyablement durant le cours des hostilités. Tant qu'ils ne furent pas arrivés à leur but, à savoir l'épuisement complet du peuple et la demi-ruine des bourgeois moyens, où se recrutaient beaucoup d'esprits indépendants, voire révolutionnaires, les dirigeants empêchèrent, par la force, tout rapprochement de peuple à peuple. Pourtant, comme le dit bien Naegelen, Français et Allemands « subissaient le même sort. Ces hommes se sentent trop malheureux pour se vouloir du mal. Dans leur misère commune, *ils sont plus près les uns des autres que de ceux qui, de l'arrière, les flattent, les glorifient, les encouragent et s'enrichissent. Et s'ils pouvaient se comprendre et se parler ils se tendraient la main* ». Allons, Ido, Esperanto, fondez-vous en une seule langue ou que l'une s'incline devant l'autre et disparaisse! Deux langues universelles, c'est encore mort et misère pour les peuples; une seule langue universelle, c'est l'aube prochaine de la fraternité mondiale.

Et pendant que les soldats souffraient et mouraient, Naegelen montre « le boulevard, ses badauds, ses femmes toutes maquillées, toutes élégantes la foule se ruant » aux music-

halls, tous pleins à craquer, et applaudissant à la fois les girls nues, les chansons obscènes et les refrains patriotiques mêlés en doses savantes.

Ah! cet arrière. Il lui faut « des encouragements, il faut soutenir son moral, il faut le réconforter » au prix de combien d'attaques ratées ,renouvelées, au prix de combien de morts.

Naegelen a bien noté le découragement des combattants et combien les touchait peu le bombardement des villes ouvertes et des usines. C'est autant que nous ne recevons pas sur la gueule, dit un poilu. La guerre, mon vieux, finira lorsqu'il y aura assez d'avions pour amocher les généraux dans leurs postes de commandement bétonnés, les députés, les sénateurs, les ministres, le président de la République dans leurs palais ». A. M.

Notes en marge

Vieux mouchard.

M. Primo Parini, grand secrétaire des Fasci et de toutes les institutions qui en dépendent à l'étranger a pour beau-père un sieur Emilio Colombi, Tessinois, rédacteur de *Squilla Italica*, l'organe de la Légation italienne à Berne. Ce Collombi, collaborateur un certain temps de plusieurs de nos journaux romands, avait plutôt de la peine à joindre les deux bouts et alors il choisit une profession, où il a fait sinon une brillante, une fructueuse carrière.

Le *Moniteur Suisse de Police* (année 1915) nous renseigne ainsi sur les débuts de cette carrière:

4950 - COLOMBI, Codaghengo-Emilio, fils de Carlo et Teresa Cortesi, né le premier novembre 1860; de Bellinzone, journaliste, autrefois domicilié à Berne actuellement soi-disant à Milan, prévenu d'espionnage. Le conduire au commandant de la gendarmerie de l'armée à Berne, à disposition du juge d'instruction M. Mosimann, capitaine E. M.

Nous ne rechercherons pas comment M. Colombi a pu rentrer en Suisse après que son affaire fut classée. Influences politiques, familiales et autres y ont sans doute contribué, mais il n'en reste pas moins acquis pour nous qu'il y a déjà quatorze ans que le monsieur s'est vendu au gouvernement italien. Il s'est trouvé que ses profits du temps de paix, avec le fascisme, ont été encore plus élevés que ceux du temps de guerre, si bien qu'il a pu se faire construire à Belinzone une villa, en même temps que son gendre bâtissait une sorte de château devant servir de maison des Italiens.

Pour les œuvres de trahison, l'argent ne fait jamais défaut, aussi M. Colombi est-il désormais sûr de continuer à prospérer. Toutefois, au Tessin et ailleurs, grand est le nombre de ceux qui commencent à en avoir assez du mouchardage abject dont il est la chef. La liberté de trahir est parmi celles qui peuvent être justement contestées.

A propos de frontières.

Il m'est arrivé dans notre dernier numéro de parler de « frontières naturelles » ce qui m'a valu une semonce de la part d'un nationaliste furieux. En effet nous qui voulons la suppression de toutes les frontières ne pouvons que les reconnaître toutes iniques: frontières naturelles, linguistiques, ethniques, historiques, économiques, traditionnelles toutes servent également à diviser les peuples.

C'est une grande pitié, au moment où nous voyons Stahlelm, Heimwehren, Hitleriens, fascistes français, magyars, italiens, espagnols, etc., s'entendre cordialement entr'eux, malgré leur nationalisme échevelé, pour une œuvre commune liberticide, rencontrer encore des niais qui se laisseraient entraîner dans les pires aventures au nom de la patrie. Les chauvins français ont prétendu pendant plus de quarante ans que la paix ne serait possible aussi longtemps qu'il y aurait une question d'Alsace-Lorraine; maintenant il y a une douzaine au moins de questions semblables.

Travailleurs, cuirassons-nous contre tous ces entraînements; ce serait la plus terrible des erreurs que d'en être encore victimes. Nos ennemis nous donnent la leçon de vouloir faire passer avant tout l'établissement international de leur tyrannie. Sachons, nous, par contre, poursuivre en premier lieu celui de la plus large liberté.

Elections vaudoises.

Le *Droit du Peuple* de Lausanne, après avoir mené pendant plusieurs semaines une vive campagne de tous les jours pour les élections communales, est arrivé à cette conclusion:

Le deuxième tour de la grande chinoiserie électorale du régime majoritaire de l'assiette au beurre a eu lieu hier soir.

Très petite affluence d'électeurs, cela va bien sans dire, ceux-ci trouvant ridicule qu'on les dérange tous les deux jours pour satisfaire les exigences d'un inique système électoral radical.

Voyons: chinoiserie il y a et assiette au beurre aussi même avec le régime proportionnel. La chinoiserie avec ce dernier se trouve même accrue.

Dommage que les bons électeurs aient été si lents à se trouver ridicules!

Le pouvoir impulssant.

Edmond Privat, tout en faisant l'éloge de l'œuvre accomplie par le gouvernement travailliste nous fait cet aveu:

La vérité c'est que, sous le régime du capitalisme privé, même un gouvernement travailliste reste impuissant à corriger les grands maux parce qu'il ne peut employer les grands remèdes, les moyens appartenant à d'autres qu'à lui.

S'il subventionne telle ou telle entreprise utile, c'est tout de même encore au profit privé qu'il fait cadeau de l'argent des contribuables pour obtenir qu'on emploie tant et tant d'hommes de plus. On comprend qu'il hésite.

Une situation toute semblable se présente à propos des mines. Le régime actuel consiste à laisser à la communauté toutes les charges et aux compagnies privées tous les bénéfices d'un système anarchique et suranné d'organisation industrielle.

Glissons sur l'innocente manie de prétendre anarchique un système absolument inconcevable sans l'appui d'un gouvernement faisant appliquer à son avantage — même s'il est travailliste — toutes sortes de lois, de règlements, de tarifs, etc.

Constatons, ce qui est pour nous l'essentiel, que les grands maux ne peuvent trouver leur remède par la voie parlementaire et gouvernementale. Autrement dit, tout remède légal, même suggéré par le meilleur sentiment de justice ,a des répercussions fâcheuses.

Et alors que reste-t-il, sinon, en dehors de toute déclamation démagogique faire comprendre la nécessité d'une révolution pouvant seule fournir au monde du travail les moyens d'employer les grands remèdes?

Privat nous avoue que ces moyens, même un gouvernement travailliste ne les a pas, si bien que pour finir la masse de ses électeurs se trouveront déçus. Et de déception en déception, il y a aussi démoralisation, sans compter que de nombreuses années s'écoulent en tentatives vaines, en victoires électorales sans lendemain.

L'abstentionnisme anarchique, visant à préparer une mentalité révolutionnaire et complété par une intervention directe de la foule chaque fois qu'elle est menacée nous paraissent de plus en plus conseillés par toutes les expériences.

Bibliographie

Il n'est jamais trop tard pour parler des livres véridiques et courageux.

Victor Margueritte a eu grand courage quand il écrivit *Au bord du gouffre*, récit de la guerre franco-anglo-allemande pendant les deux premiers mois (août-septembre 1914). Il a fait précéder ce récit d'une étude du haut commandement français de 1871 à 1914 et des plans de campagne de l'état-major français. Il montre assez s'ils furent imprévoyants.

Au bord du gouffre parut à la fin de 1919, c'est-à-dire avant que la Russie révolutionnaire, l'Allemagne républicaine et l'Autriche eussent publié les archives de leurs empereurs. De ce fait ,les deux premiers chapitres mettent toute la responsabilité de la guerre à la charge de l'Allemagne. Victor Margueritte a rectifié cette erreur dans un ouvrage postérieur, *Les Criminels*, où il dénonce, pièces en mains, toute la part de la France et de la Russie dans le déclanchement du conflit et où il expose clairement la responsabilité du président de la République française, Raymond Poincaré, d'Isvolsky, l'ambassadeur de Russie à Paris, « cette canaille d'Isvolsky », comme disait Jaurès — on soupçonne véhémentement l'ambassadeur russe d'avoir soudoyé l'assassin du tribun — de Paléologue, l'ambassadeur français à Pétrograd, etc., etc.

Je conseille vivement la lecture de ces deux volumes à tous ceux qui veulent se pénétrer de la criante, quoique peut-être inconsciente, canaillerie des conducteurs de peuples, qu'ils soient civils ou militaires. Il est impossible de les résumer. Leurs trois cents pages à chacun sont déjà extraites de centaines et de centaines de documents que l'auteur a très honnêtement colligés et dont il a tiré la moelle et les conséquences. Il se dégage de leur lecture une impression de vérité, de critique droite et objective qui font grand honneur à leur auteur et en montrent les généreuses aspirations.

Victor Margueritte est un homme délicat et généreux. Avec son frère, Paul Margueritte, il avait déjà signé une histoire de la guerre franco-allemande de 1870-1871 et avec lui également, une étude sur le divorce après laquelle ils avaient publié un bon roman et une pièce excellente *Le Cœur et la Loi*, dont on a parlé ici même il y a bien longtemps déjà.

Il est fort dommage que dans une série de romans où il plaide l'émancipation de la femme, des circonstances particulières et peut-être la dureté des temps lui aient fait introduire des pages graveleuses qui ont pu diminuer son autorité.

N'importe; ce qui est bien est bien. Margueritte écrit dans une noble langue et ses idées sont généreuses. Qu'on en juge en écoutant ce qu'il dit lui-même des deux volumes sur la guerre que nous recommandons: « Apre et pénible besogne. Mais la Vérité avant tout! Si déconcertante, si douloureuse qu'elle puisse paraître, elle porte en elle une pure, immatérielle Force. Force qui triomphera de l'imbécile Violence. Un peuple qui aime et veut la Vérité, est réellement un peuple souverain. Un peuple qui se satisfait du mensonge et aveuglément s'y terre, est et mérite de rester un troupeau d'esclaves. » A. M.

Nous avons fait la Révolution française.

Nos pères ont cru que c'était pour s'affranchir. Pas du tout, c'était pour changer de maître.

Ah! c'est la tendance universelle de ceux qui trouvent plus facile de détruire l'idole que de supprimer en eux l'esprit de superstition.

Quand Brutus a tué César, une voix sort de la foule :

« Il faut faire Brutus César ! »

Oui, nous avons guillotiné le roi, vive l'Etat-roi! Nous avons détrôné le Pape : vive l'Etat-pape ! Nous chassons Dieu, comme disent ces messieurs de la droite : Vive l'Etat-Dieu!

Messieurs, je ne suis pas de cette monarchie, je ne suis pas de ce pontificat.

L'Etat, je le reconnais, a une longue histoire de meurtre et de sang.

Tous les crimes qui se sont accomplis dans le monde ,les massacres, les guerres, les manquements à la foi jurée, les bûchers, les tortures, tout a été justifié par l'intérêt de l'Etat, par la raison d'Etat. L'Etat a une longue histoire. Elle est toute de sang.

En vérité, croyez-vous que j'aie quitté la monarchie, que j'aie renoncé à cette antique Providence qui tient les clefs de l'Enfer et du Paradis, à l'Evangile de douceur et de charité qui fut proclamé sur la Montagne, pour adorer le monstre Etat tout dégouttant de sang humain, qui est responsable de toutes les abominations dont a gémi, dont gémit encore l'humanité ?

Non, je ne le peux pas.

G. CLEMENCEAU.

(Discours au Sénat, 17 novembre 1903.)

Les camarades sont instamment priés d'assister aux réunions de leur groupe.

Genève. — Imp. 23, Rue des Bains